

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 18 mars 2009
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), B. Gauvin (téléconférence), J. Horvath, M. Mascaro, A. Picotte, S. Spak (téléconférence), C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : C. Lakaski, L. Perrin.

Adoption de l'ordre du jour

Il est convenu d'ajouter le point 2 f) Critères et processus de sélection du CEN.

C. Danik signale qu'il doit partir à 20 h et demande si le rapport des Services professionnels peut être présenté avant son départ.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par J. Horvath d'adopter l'ordre du jour, avec modifications.

Pour = 5, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1a) Compte rendu du huis clos du 28 janvier 2009

Ce point est reporté à la réunion du 25 mars 2009.

3 a) Accord/Protocole entre le CEN et l'Administration

Ce point est reporté à la réunion du 25 mars 2009.

3 b) Microgestion vs responsabilités assumées

Ce point est reporté à la réunion du 25 mars 2009.

3 c) Tous les organismes de la fonction publique fédérale n'ayant pas de section locale

M. Mascaro demande une liste de tous les ministères, avec nombre d'employés et endroits, indiquant ceux et les régions qui ont une section locale établie.

3 d) Postes de vice-présidents à temps plein

M. Mascaró rappelle au CEN que le Comité des Statuts et Règlements a procédé l'an dernier à un examen complet des Statuts et Règlements et qu'il a demandé au CEN une orientation dans ce dossier.

C. Poirier mentionne que ceci pourrait peut-être être examiné pour la prochaine élection, mais que ce n'est pas possible pour le moment. Il ajoute qu'il faudrait pousser la réflexion à ce sujet.

3 e) Conseil des dirigeants des sections locales – Résumé des délibérations

J. Horvath mentionne qu'à la réunion du 20 novembre 2008, le Conseil des dirigeants des sections locales avait adopté la résolution suivante :

Résolution – Il est proposé par J. Horvath et appuyé par G. Dussault que le CEN donne à un consultant en gestion du travail le mandat d'effectuer un examen de l'efficacité de la gestion et présente des recommandations, notamment un plan d'action de gestion.

Pour = 14, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

Une discussion a lieu au sujet de la résolution ci-dessus.

Résolution – Il est proposé par J. Horvath et appuyé par M. Mascaró que le CEN adopte la résolution du Conseil des dirigeants des sections locales et y donne suite.

J. Horvath demande qu'on lui remette une copie des attributions ou du mandat du consultant pour la prochaine réunion. Il s'informe aussi à savoir si le CEN recevra le rapport final ou bien un résumé accompagné de recommandations.

3 f) Critères et processus de sélection du CEN

Le conseil examine le document énonçant la stratégie, le processus et les critères.

5 a) Rapport des Services professionnels

Le rapport d'aujourd'hui couvre une période complète et les trois quarts de la période suivante. Puisqu'il n'y a qu'une semaine d'ici la prochaine réunion régulière, il serait important de noter à la prochaine réunion qu'une partie du rapport mensuel a été déposé aujourd'hui.

1^{re} période de rapport : du 28 janvier au 25 février 2009

Projet de loi C-10

- Depuis mon dernier rapport le 28 janvier, le bureau national a réagi à plusieurs événements sur lesquels il n'avait aucun contrôle, mais qui avaient une grande importance puisqu'ils touchaient sérieusement les membres.
- Comme vous le savez maintenant, le vendredi 6 février le gouvernement conservateur a déposé à la Chambre des communes le projet de loi omnibus C-10.
- Les parties 10 et 11 de C-10 sont particulièrement offensantes pour les membres de l'ACEP.
- La partie 11 fixe les paramètres d'un nouveau système d'équité salariale qui n'a rien d'équitable.
- La partie 10 impose des restrictions importantes à la négociation collective.
- Le projet de loi heurte en particulier les intérêts des membres EC de l'ACEP, parce qu'il interdit de négocier la restructuration des taux de salaire découlant de la conversion EC, conversion à laquelle l'employeur procèdera unilatéralement le 22 juin 2009.
- L'interdiction est particulièrement insultante parce que le Conseil du Trésor inclut dans le projet de loi trois exceptions, mais n'inclut pas la conversion EC dans les exceptions.
- L'ACEP étudie le projet de loi pendant la fin de semaine des 7 et 8 février, soumet son analyse à une AGE, prépare des questions et réponses à afficher sur le site Web, les fait traduire et diffuse le tout sur le site à l'intention des membres le 10 février.
- Le 23 février, le président et l'agente de recherche de l'ACEP comparaissent devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes.
- Avec l'appui du député d'Outremont, Thomas Mulcair, les représentants de l'ACEP proposent un amendement au projet de loi qui aurait permis à l'Association de négocier les taux de salaire EC.
- Le 24 février, les deux députés du Bloc Québécois siégeant au comité de même que le seul député du NPD, Thomas Mulcair, appuient l'amendement, alors que les cinq députés conservateurs présents et le seul député libéral présent votent contre.

Ratification des conventions collectives TR et EC

- Les trousseaux de ratification ont été envoyés le vendredi 23 janvier et le 26 janvier. La date de retour avait été fixée au 20 février.
- Des questions et réponses expliquant les processus de ratification et de négociation ont été affichées sur le site Web le 4 février.
- Six téléconférences ont été organisées, deux pour le groupe TR et quatre pour le groupe EC.

- La participation a été bonne et les participants ont dit avoir apprécié l'initiative. Il a été suggéré que l'ACEP organise d'autres téléconférences semblables sur d'autres sujets d'importance.
- Le seul problème a été le bref préavis. L'ACEP a envoyé un courriel aux sections locales la semaine du 26 janvier, ce qui leur a laissé peu de temps pour s'organiser. L'avis a été affiché sur le site Web le 29 janvier.
- Un préavis suffisant sera donné à l'avenir.
- Malgré ce problème, l'expérience a connu un grand succès.
- J'aimerais que le compte rendu fasse mention de mes remerciements pour le travail abattu par le personnel dans des conditions difficiles. Je tiens à remercier en particulier Donna, Deborah, Hélène et Liana.
- Comme je l'ai déjà indiqué, des questions et réponses sur le projet de loi et son impact sur le vote de ratification ont été affichées sur le site Web le 10 février.
- J'ai rencontré un grand nombre de membres EC au MAECI le 13 février.
- Le vote pour chacune des deux unités en négociations avec le Conseil du Trésor a été dépouillé le 20 février.
- De novembre à mars, l'ACEP a reçu des centaines d'appels et de courriels. Répondre à chacune de ces demandes de renseignements a également fait partie des défis relevés ces derniers mois. Toutefois, ce fut un exercice des plus plaisants, puisqu'il m'a donné, de même qu'à Isabelle Borré et à d'autres, l'occasion de communiquer avec des membres qui nous ont fait part encore et encore de leur appréciation de l'Association en général ou du travail de leur équipe de négociation dans ce qui s'est avéré des circonstances éprouvantes.

Négociations BdP

Les parties ont repris les négociations les 20 et 21 janvier et ont poursuivi le 28 janvier. Un accord de principe a été conclu. Les trousse de ratification ont été expédiées en février, et la date d'échéance a été fixée au 6 mars 2009. La majorité des membres ont voté en faveur de la ratification. La convention collective a été signée aujourd'hui (le 18 mars).

Contestation en vertu de la *Charte*

- L'affidavit pour la contestation en vertu de la *Charte* de l'ACEP a fait l'objet d'un dernier examen et je l'ai signé le 5 février à titre de déposant.
- Il a été déposé à la Cour supérieure de l'Ontario le 6 février.
- Le Conseil du Trésor a reçu avis de l'affidavit et répondra dans les prochaines semaines, sinon prochains mois.
- On ne prévoit pas que cette affaire passera à la prochaine étape avant juin.
- À noter que nous envisageons diverses options en réaction à la façon dont la négociation des taux de salaire EC nous a été interdite.

- Nous pourrions faire une autre contestation en vertu de la *Charte* ou recourir à une autre tactique.

2^e période de rapport : du 26 février au 18 mars 2009

Projet de loi C-10

- Le 4 mars, le projet de loi C-10 est adopté en troisième lecture à la Chambre, sans amendement.
- Le projet de loi est présenté au Sénat le jour même, où il est rapidement adopté en première et deuxième lectures.
- Le projet de loi est ensuite renvoyé au Comité permanent des finances nationales du Sénat.
- L'ACEP demande à comparaître devant le comité.
- Mais le comité choisit de ne pas inviter l'ACEP ni d'autres témoins, à l'exception de représentants du gouvernement.
- Le 11 mars, le comité invite trois représentants du Conseil du Trésor, dont Hélène Laurendeau et Carl Trottier.
- Le 12 mars, le projet de loi est adopté en troisième lecture au Sénat, sans amendement. À 19 h 20 le 12 mars, C-10 est présenté à la gouverneure générale qui lui accorde la sanction royale.

Ratification des conventions collectives TR et EC

- Les deux conventions collectives ont été signées le 11 mars.
- La période de 150 jours de mise en œuvre commence donc le 11 mars.

Affaires internes

Karen Brook est revenue de sa formation linguistique à la mi-février. Jacques Dupont, embauché pour une période déterminée à titre d'agent des relations de travail, a subi un accident en novembre et sera en congé de maladie jusqu'à la fin de son emploi à durée déterminée. En janvier, nous avons embauché Luc Gervais comme agent des relations de travail pour une période déterminée de six mois.

4 a) Comité des finances

Le conseil examine les états financiers au 30 novembre 2008 et au 31 décembre 2008. Aucune question n'est soulevée sur ce point.

5 b) Rapport du président

Voici les points principaux pour février et mars :

- Rencontres avec des députés (Chris Charlton, Thomas Mulcair – téléconférence) sur la conversion EC.
- Comparution devant le Comité des finances de la Chambre (conversion EC).
- Transition de ma section locale.
- Communications avec Hélène Laurendeau du Conseil du Trésor.
- Résolution de problèmes techniques (message de l'extérieur non reçu de l'ACEP, listes de membres, etc.)
- Huit jours de congé annuel (pour un voyage déjà prévu avant l'élection).
- Participation aux AGA de Statistique Canada et RHDSC.
- Représentation de l'ACEP aux funérailles du fils de Sebastian Spano et aux funérailles de Michèle Demers, présidente de l'IPFPC.
- Communication avec les candidats EC au CEN.
- Communication avec des représentants TR et BdP pour trouver des candidats pour les postes vacants au CEN.
- Plainte des TR à la CCDP.

Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Mascaro de lever la séance à 20 h 15. **Résolution adoptée à l'unanimité.**